

Université de Valenciennes: 46 millions d'euros pour le "cluster transports durables" et un projet de fondation partenariale

"Notre projet de campus innovant va bénéficier d'une enveloppe globale de 46 millions d'euros", annonce à L'AEF Marie-Pierre Mairesse, présidente de l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis. L'État versera 20 millions d'euros, le reste de cette somme provenant des collectivités locales (Région, Département et la communauté d'agglomération Val'Métropole) et de partenaires privés.

La Caisse des dépôts et consignations devrait signer au mois de janvier 2009 une convention avec l'université de Valenciennes (L'AEF n°[105956](#)), pour un montant de 250 000 euros, afin de penser le schéma directeur de ce futur campus. "Nous aimerais poser la première pierre rapidement, mais la procédure des marchés publics est souvent très longue", redoute Marie-Pierre Mairesse.

CONSTRUIRE UN "CLUSTER" À VALENCIENNES

Le dossier déposé lors de la première vague de l' "Opération campus" sous le titre "campus transports durables" (L'AEF n°[95381](#)) vise à imaginer "les transports automobile et ferroviaire du XXIème siècle", en y intégrant les exigences du développement durable. "Pour développer l'innovation dans ce domaine, nous allons associer sur un même lieu les entreprises, la communauté universitaire, les grandes écoles (particulièrement les Mines de Douai et Centrale Lille), les organismes de recherche (notamment l'Inrets et l'Onera)", annonce la présidente.

Le projet de l'université prolonge les ambitions du projet Cisit ("campus international pour la sécurité et l'intermodalité des transports"), déjà inscrit dans le contrat de projets État-Région 2007-2013. Il s'intégrera dans une zone de recherche et de développement plus vaste. Les entreprises, la CCI de Valenciennes et le pôle de compétitivité I-Trans sont en effet prêts à financer d'autres projets pour la somme de 50 millions d'euros. Le foncier disponible acquis par les collectivités locales pour cette "technopôle" s'étend sur 40 hectares.

"TROIS GRANDES OPÉRATIONS"

Les 46 millions d'euros levés par l'université serviront plus précisément à financer trois grandes opérations: un institut des transports durables, un institut international de management et une résidence universitaire.

Partant du constat que les PME peinent à investir dans l'innovation, l'université entend créer un centre de recherche et de transfert. Cet institut des transports durables est préfiguré par un programme financé par le conseil régional, "Inno-PME". Le principe: un apprenti d'une école d'ingénieurs développe pendant six mois un projet d'innovation technologique dans une PME régionale, avec le soutien d'un enseignant-chercheur. Vingt entreprises du secteur de l'automobile ont été identifiées au cours des derniers mois. "Si on arrive à concrétiser ces vingt projets en 2009, l'objectif sera atteint", considère Marie-Pierre Mairesse.

Le développement d'un institut international de management vise à "renforcer la dimension sociétale de la thématique transports" en faisant travailler de concert l'IAE de Valenciennes, un laboratoire d'économie de l'université et l'École d'économie de Paris.

Enfin, le projet prévoit la construction d'une résidence universitaire de 300 places, destinée à accueillir notamment étudiants et chercheurs étrangers.

UN PROJET DE FONDATION PARTENARIALE

L'université de Valenciennes planche aussi sur un projet de fondation partenariale, auquel devrait être associé le constructeur automobile Toyota, qui possède une usine dans l'agglomération. "L'objet de cette fondation sera d'accompagner les projets de développement de l'université sur la formation et la recherche, particulièrement sur les transports durables", précise Marie-Pierre Mairesse.

Ce projet devait à l'origine être finalisé avant la fin de l'année 2008. Il a été retardé en raison de la crise qui secoue le secteur de l'automobile. "Nous espérons pouvoir présenter les statuts au recteur au premier trimestre 2009", prévoit désormais la présidente de l'université. En attendant, l'université "renforce sa collaboration" avec Toyota en signant des contrats de recherche avec les équipes du centre de recherche européen de l'entreprise, situé à Bruxelles.

LABORATOIRES PUBLIC-PRIVÉ

"Nous travaillons avec une PME régionale très investie dans le développement durable, [Hiolle industries](#), sur un projet commun de laboratoire public-privé", annonce aussi Marie-Pierre Mairesse.

Un autre projet de convention pour un laboratoire public-privé est en cours avec la société aéronautique Eurisco, avec laquelle des chercheurs de l'université entretiennent déjà des relations.